

RAPPORT DE GESTION 2018





SOMMAIRE

1. Ordre du jour.....	P. 4
2. Direction de la société.....	P. 5
3. Message du Président.....	P. 6
4. Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale Ordinaire.....	P. 7
5. Projet de résolutions.....	P. 10
6. Etats financiers.....	P. 13
7. Règles et méthodes comptables des notes annexes.....	P. 20

1. ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Il est proposé aux Administrateurs de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire annuelle, le mercredi 22 mai 2019 à Abidjan, en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport général des Commissaires aux Comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2018. Quitus aux Administrateurs ;
- Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018 ;
- Approbation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées ;
- Affectation et répartition du résultat ;
- Ratification de la nomination d'un nouvel Administrateur ;
- Ratification du renouvellement de mandats des Commissaires aux Comptes et d'un Administrateur ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

2. DIRECTION DE LA SOCIETE

Conseil d'Administration		Exercice de fin de Mandat
Président du Conseil d'Administration	AHOUNE Firmin	2018
Administrateurs	ALBEROLA Marc	2019
	AXA REM SGP	2019
	BEHIBRO Fidèle	2023
	DIA Mamadou	2022
	EBAH Basile	2019
	ECP FII FINAGESTION	2021
	MAHI SLAHA Clarisse	2023
	LE GUENNOU Vincent	2021
	SARAKA-YAO Marie-Ange	2023
	PETERSCHMITT Louis	2018
	TAUZIAC Eric	2023
Commissaires aux comptes		
Titulaire	ERNST & YOUNG	2018
Suppléant	UNICONSEIL	2018
Co-Titulaire	MAZARS	2022
Suppléant	N'DABIAN Kroah Bile	2022
Comité de Direction		
Président du Conseil d'Administration	AHOUNE Firmin	
Directeur Général	EBAH Basile	
Attaché DG Contrôle Interne / Reporting DG	AKA Epse SEM Eléonore	
Directeur Général des Opérations	GUIVARCH Hervé	
Attaché chargé des projets spécifiques (DD -RSE)	KONE Bazoumana	
Attaché chargée des CA – AG - CAO	ALLEY Epse LAGO Chantal	
D.G.A. Administration Gestion Finances	AKELE Mouchy Jocelyn	
Directeur Logistique	ZADOU Epse DEGRE Virginie	
Directeur Financier et Comptable	KOUADIO Kouadio Christophe	
Directeur du Budget et du Contrôle de Gestion	DEGNY Akadié Guy Florent	
D.G.A. Technique	YOBOUE Descor Venance	
Directeur Qualité Eau	AW Sadat	
Directeur Etudes et Travaux	AKA AKPA André Olivier	
Directeur Assainissement	AYEMOU Ouanoumi Alain	
D.G.A. Exploitation	DA CRUZ Dominique	
Directeur Central Exploitation	ANGOFI Jacob	
Directeur Exploitation par intérim	LOUKOU Kouamé Aimé	
Directeur Commercial et Clientèle	ANGUI Epse N'DOUME Félicité	
Directeur Production Abidjan	GOSSO Olivier	
Directeur Maintenance	GNALLA Vincent Alfred Joël	
Directeur des Ressources Humaines	HOUNNOU Dodji Cédric	

3. MESSAGE DU PRESIDENT

Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,

L'année 2018 s'est achevée avec une croissance de l'ordre de 7,9%, confirmant ainsi le maintien de l'évolution économique de notre pays.

L'année a été marquée par un renforcement du positionnement de la Côte d'Ivoire au plan international, avec notamment :

- L'investiture du ministre ivoirien de l'industrie et des mines au poste de Président de la commission de la CEDEAO le 31 juillet 2018 ;
- L'élection de la Côte d'Ivoire comme membre du Conseil de Sécurité de l'ONU dont elle a assuré la présidence durant le mois de décembre 2018.

Au plan national, parmi les points saillants de l'année 2018, on peut retenir :

- La sécheresse persistante dans la zone de Bouaké qui a entraîné des manques d'eau pour les populations à partir d'avril 2018 ;
- Les graves inondations survenues au mois de juin 2018 à Abidjan ;
- Le remaniement ministériel du mois de juillet 2018 avec la nomination de nouveaux ministres dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.

Dans ce contexte, notre société a poursuivi ses efforts d'amélioration qui ont porté notamment sur :

- La mise en œuvre du plan d'urgence ayant permis de rétablir la continuité de la fourniture d'eau à Bouaké ;
- La négociation avec l'Etat de l'offre pour le service d'assainissement de l'agglomération d'Abidjan ;
- L'achèvement des négociations quinquennales pour la fixation de la part SODECI dans le prix de l'eau potable ;
- L'extension de notre certification ISO aux directions de l'Exploitation, de l'Assainissement et de la Clientèle.

Malgré un contexte toujours difficile, lié notamment au déséquilibre financier du secteur qui a pesé fortement sur nos finances, nous avons pu assurer la continuité de service et satisfaire nos clients.

Je tiens, en votre nom, à remercier tous les collaborateurs de SODECI pour ces efforts.

Ils méritent notre reconnaissance et nos sincères encouragements.



Firmin AHOUE
Président du Conseil d'Administration

Nous voulons saisir cette occasion pour rendre un hommage particulier à nos collaborateurs disparus en 2018.

En 2019, la réalisation de la vision du gouvernement ivoirien de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020 se traduira par l'accélération de sa politique sociale.

SODECI a dans ce cadre de nombreux défis à relever, notamment d'accompagner le gouvernement dans l'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations dans les zones périurbaines et rurales.

Je suis convaincu qu'avec l'engagement de nos collaborateurs et le soutien de nos institutions de tutelle, la dynamique amorcée se poursuivra en 2019 et permettra ainsi à SODECI de mieux répondre à vos attentes ainsi qu'à celles de l'Etat et de nos clients.

Merci chers actionnaires pour votre confiance et votre soutien à nos actions.

4. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux statuts afin de faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2018 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes, et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que, conformément aux articles 525 et 526 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales, tous les actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la société, les états financiers et autres documents et qui sont également adressés à :

- La Direction Générale des Grandes Entreprises ;
- La Comptabilité Nationale ;
- La Banque de Données Financières ;
- La Direction de l'Enregistrement ;
- Et la BCEAO.

Votre Conseil d'Administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.



Activités

En 2018, le **nombre d'abonnés** a augmenté de 12,3 %.

Données d'activité	Exercice 2017	Exercice 2018	Variation (valeur)	Variation (%)
ABIDJAN				
Nombre d'abonnés	473 347	534 920	61 573	13
Volumes produits	164 563	173 064	8 501	5,2
Volumes facturés (km ³)	106 666	110 162	3 496	3,3
Ratio de facturation	64,8%	63,7%	-1,1	-1,7
INTERIEUR				
Nombre d'abonnés	555 583	620 799	65 216	11,7
Volumes produits	86 558	90 494	3 936	4,5
Volumes facturés (km ³)	77 862	81 073	3 211	4,1
Ratio de facturation	90,0%	89,6	-0,4	-0,4
GLOBAL SOCIETE				
Nombre d'abonnés	1 028 930	1 155 719	126 789	12,3
Volumes produits	251 121	263 558	12 437	4,9
Volumes facturés (km ³)	184 528	191 235	6 707	3,6
Ratio de facturation	73,5%	72,6%	-0,9	-1,2

La **production globale** a augmenté de 4,9% par rapport à l'année 2017.

Cette hausse est liée notamment à :

- l'exploitation à leur pleine capacité des usines de Songon et de Bimbresso (Abidjan),
- la mise en service de nouvelles infrastructures notamment à Bouaké, pour faire face à la grave pénurie d'eau consécutive au tarissement de

retenue de la LOKA, principale source d'alimentation en eau de la ville.

La **facturation annuelle** en volume progresse de 3,6% par rapport à l'année précédente en raison de l'augmentation de la production, du renforcement de la lutte contre la fraude et de la hausse du nombre de clients.

Produits en millions de FCFA	Exercice 2017	Exercice 2018	Variation (valeur)	Variation (%)
Ventes eau	54 996	57 087	2 091	3,8
Travaux et services vendus	34 269	39 213	4 944	14,4
Autres produits	9 387	9 878	490	5,2
Total produits	98 652	106 177	7 525	7,6

La hausse des **produits** (7,6%) est essentiellement due à l'augmentation des volumes d'eau vendus (accroissement des volumes produits) et à l'évolution des travaux (travaux de renforcement de la production d'eau, hausse des branchements).

Charges en millions de FCFA	Exercice 2017	Exercice 2018	Variation (valeur)	Variation (%)
Achat, transport et services	64 225	68 622	4 397	6,8
Charges de personnel	16 531	17 710	1 179	7,1
Amortissements, provisions et autres charges	15 174	16 982	1 809	11,9
Total charges	95 930	103 314	7 384	7,7

L'évolution des **charges** en 2018 (+7,7%) s'explique principalement par la hausse :

- des charges directes de production liées aux volumes d'eau produits ;
- des achats et services liés à l'évolution de l'activité travaux ;
- des charges de personnel du fait de la hausse des effectifs dans le cadre de l'accroissement des activités et des indemnités versées au titre des départs à la retraite.

Nous terminons l'année 2018, avec un **résultat net** de 2 864 millions de FCFA en hausse de 5 % par rapport à l'exercice 2017.

Bilan

Le **bilan** de la SODECI au 31 décembre 2018 vous est présenté ci-dessous. Son total est en hausse de 8%. Cette évolution est expliquée par la hausse de l'actif immobilisé net (+ 3,1 milliards de FCFA) et de l'actif circulant (+15,7 milliards de FCFA), atténuée par la baisse de la trésorerie actif (-2,4 milliards de FCFA).

En millions de FCFA	Exercice 2017	Exercice 2018	Variation (valeur)	Variation (%)
Actif immobilisé net	32 619	35 729	3 110	9,5
Actif circulant	152 998	168 709	15 712	10,3
Trésorerie actif	9 260	6 890	-2 370	-25,6
Total actif	194 876	211 329	16 453	8,4
Capitaux permanents	50 710	53 822	3 112	6,1
Passif circulant	92 128	108 479	16 351	17,7
Trésorerie passif	52 038	49 029	-3 009	-5,8
Total passif	194 876	211 329	16 453	8,4

L'augmentation de l'actif immobilisé net est liée principalement à l'acquisition de compteurs (évolution du nombre d'abonnés et du renouvellement des compteurs en fin de vie), au renouvellement et extension du parc automobile et à l'équipement du Centre de Gestion Intégré des Opérations pour faire face aux besoins des activités.

L'accroissement de l'actif circulant est lié essentiellement :

- aux stocks (approvisionnements sur le dernier semestre pour faire face aux besoins des chantiers en cours),
- aux créances clients et autres créances.

La baisse de la trésorerie est liée au remboursement des lignes de crédit non renouvelées en fin d'exercice.

Les **capitaux permanents** progressent de 3,1 milliards de FCFA en raison principalement des augmentations enregistrées au titre des capitaux propres, des dettes de crédit-bail, des avances sur consommations, atténuées par le remboursement de la part échue de l'emprunt SGBCI.

Le **Passif circulant** est en hausse de 16,4 milliards de FCFA entre les deux exercices, du fait de l'augmentation des dettes fournisseurs et des dettes fiscales.

5. PROJET DE RESOLUTIONS

Première résolution

Après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2018, du bilan et du compte de résultat net au 31 décembre 2018, ainsi que du Rapport Général des Commissaires aux Comptes concernant le même exercice, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

En conséquence, l'Assemblée Générale arrête au chiffre de **2 863 674 115 FCFA** le montant du bénéfice net de cet exercice, après imputation de l'impôt y afférent.

Deuxième résolution

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2018.

Troisième résolution

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du Rapport Spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales approuve toutes les conventions et opérations qui s'y trouvent mentionnées.

Quatrième résolution

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que le bénéfice net de l'exercice 2018 s'élève à 2 863 674 115 FCFA et compte tenu du Report à Nouveau antérieur de 786 078 553 FCFA, décide d'affecter le bénéfice disponible de 3 649 752 668 FCFA de la manière suivante :

- à la distribution d'un dividende brut de 2 700 000 000 FCFA
- le solde au Report à Nouveau, soit 949 752 668 FCFA

L'Assemblée Générale fixe à 300 FCFA bruts par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 2018 à chacune des 9 000 000

actions composant le capital soit 270 FCFA nets par action. Ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction Générale dans les vingt jours suivant la date de tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018.

Cinquième résolution

L'Assemblée Générale constate l'arrivée à échéance à l'issue de la présente Assemblée Générale du mandat d'Administrateur de Monsieur Firmin AHOUNE et décide de ne pas le renouveler.

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve à Monsieur Firmin AHOUNE de sa gestion en tant qu'Administrateur et Président du Conseil d'Administration et le remercie chaleureusement.

Sixième résolution

L'Assemblée Générale décide de nommer Monsieur Ahmadou BAKAYOKO, demeurant à Abidjan en qualité d'Administrateur pour un mandat de six ans, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire à tenir en 2025 appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2024.

Septième résolution

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire du cabinet ERNST & YOUNG, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Huitième résolution

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire suppléant du cabinet UNICONSEIL, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Neuvième résolution

L'Assemblée Générale, après lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de Monsieur Louis PETERSCHMITT, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2025 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Dixième résolution

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités, à titre d'indemnité de fonction, une somme annuelle de 29 000 000 de FCFA dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration.

Onzième résolution

L'Assemblée Générale confère tous les pouvoirs au porteur d'originaux ou de copies du procès-verbal constatant ces délibérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité.







6. ETATS FINANCIERS

BILAN

ACTIF	BRUT	Exercice 2018		Exercice 2017
		AMORT & DEPR.	NET	NET
AD Immobilisations incorporelles	3 946 327 548	3 694 072 360	252 255 188	397 422 185
AE Frais de développement et de prospection				
AF Brevets, licences, logiciels et droits similaires	3 829 370 645	3 577 115 457	252 255 188	397 422 185
AG Fonds commercial et droit au bail				
AH Autres immobilisations incorporelles	116 956 903	116 956 903	-	-
AI Immobilisations corporelles	75 233 698 368	41 544 474 109	33 689 224 259	30 122 861 323
AJ Terrains	558 160 031		558 160 031	558 160 031
AK Batiments	11 457 227 937	8 960 308 589	2 496 919 348	2 646 361 142
AL Aménagements, agencements et installations	17 052 036 272	7 516 300 187	9 535 736 085	7 825 243 800
AM Matériel, mobilier et actif biologique	30 880 239 754	15 595 217 507	15 285 022 247	13 203 524 027
AN Matériels de transport	15 286 034 374	9 472 647 826	5 813 386 548	5 889 572 323
AP Avances et acomptes versés sur immobilisations	72 076 859		72 076 859	248 793 333
AQ Immobilisations financières	1 759 630 013	43 877 415	1 715 752 598	1 849 434 812
AR Titres de participations	219 700 000		219 700 000	219 700 000
AS Autres immobilisations financières	1 539 930 013	43 877 415	1 496 052 598	1 629 734 812
AZ TOTAL ACTIF IMMOBILISE	81 011 732 788	45 282 423 884	35 729 308 904	32 618 511 653
BA Actif circulant HAO				
BB Stocks et encours	16 483 764 234	446 046 175	16 037 718 059	14 549 513 975
BG Créances et emplois assimilés	191 182 385 338	38 510 981 928	152 671 403 410	138 448 033 069
BH Fournisseurs, avances versées	6 212 187 549		6 212 187 549	5 185 483 044
BI Clients	163 883 292 296	37 603 200 986	126 280 091 310	114 901 946 159
BJ Autres créances	21 086 905 493	907 780 942	20 179 124 551	18 360 603 866
BK TOTAL ACTIF CIRCULANT	207 666 149 572	38 957 028 103	168 709 121 469	152 997 547 044
BQ Titres de placement				
BR Valeurs à encaisser			-	-
BS Banques, chèques postaux, caisses et assimilés	6 931 883 053	41 430 720	6 890 452 333	9 259 659 616
BT TOTAL TRESORERIE ACTIF	6 931 883 053	41 430 720	6 890 452 333	9 259 659 616
BU Ecart de conversion actif				
BZ TOTAL GENERAL	295 609 765 413	84 280 882 707	211 328 882 706	194 875 718 313

BILAN

PASSIF	Exercice 2018	Exercice 2017
CA Capital	4 500 000 000	4 500 000 000
CB Apporteurs capital non appelé		
CD Primes liées au capital	255 906 342	255 906 342
CE Ecart de réévaluation	1 045 087 734	1 045 087 734
CF Réserves indisponibles	909 800 000	909 800 000
CG Réserves libres	2 911 725 555	2 911 725 555
CH Report à nouveau (+ ou -)	786 078 553	763 446 800
CI Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)	2 863 674 115	2 722 631 753
CL Subventions d'investissement		
CM Provisions réglementées	455 622 621	60 877 913
CP TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES	13 727 894 920	13 169 476 097
DA Emprunts et dettes financières diverses	29 631 409 952	28 212 860 959
DB Dettes de location acquisition	4 290 945 712	3 118 504 430
DC Provisions financières pour risques et charges	6 171 336 930	6 208 831 019
DD TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES	40 093 692 594	37 540 196 408
DF TOTAL RESSOURCES STABLES	53 821 587 514	50 709 672 505
DH Dettes circulantes et ressources assimilées HAO		
DI Clients, avances reçues	20 088 520 500	19 972 606 231
DJ Fournisseurs d'exploitation	65 062 766 794	50 952 765 983
DK Dettes fiscales et sociales	17 836 937 454	15 147 233 663
DM Autres dettes	5 490 405 076	6 055 007 319
DN Risques provisionnés		
DP TOTAL PASSIF CIRCULANT	108 478 629 824	92 127 613 196
DQ Banques, crédits d'escompte		
DR Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	49 028 665 368	52 038 432 612
DT	49 028 665 368	52 038 432 612
DU Ecart de conversion - Passif		
DZ TOTAL GENERAL	211 328 882 706	194 875 718 313

N°d'identification fiscale : 0100984A

COMPTE DE RESULTAT

			Exercice 2018	Exercice 2017
TA	Ventes de marchandises	A +	63 630 992	42 141 265
RA	Achats de marchandises	-		
RB	Variation de stocks	+/-		
XA	Marge brute commerciale (somme TA à RB)		63 630 992	42 141 265
TB	Ventes de produits fabriqués	B	57 087 120 007	54 995 767 896
TC	Travaux, services vendus	C	39 212 623 703	34 269 050 195
TD	Produits accessoires	D	2 069 328 409	1 962 575 544
XB	Chiffre d'affaires (A+B+C+D)		98 432 703 111	91 269 534 900
TE	Production stockée (ou déstockage)	+/-	778 295 204	1 007 944 269
TF	Production immobilisée		3 817 802 331	1 982 695 297
TG	Subventions d'exploitation	+		
TH	Autres produits	+	566 997 115	419 022 414
TI	Transferts de charges d'exploitation	+		
RC	Achats des matières premières et fournitures liées	-	23 420 406 311	18 494 756 298
RD	Variation de stocks de matières premières et fournitures liées	+/-	770 933 138	690 134 239
RE	Autres achats	-	18 499 301 733	18 516 056 857
RF	Variations de stocks d'autres approvisionnements	+/-		
RG	Transports	-	1 862 988 693	1 955 530 397
RH	Services extérieurs	-	25 609 838 859	25 948 675 229
RI	Impôts et taxes	-	1 739 712 598	1 956 087 512
RJ	Autres charges	-	5 407 421 539	4 395 313 690
XC	Valeur ajoutée (XB+RA+RB) + somme(TE à RJ)		27 827 061 166	24 102 911 136
RK	Charges de personnel	-	17 709 757 316	16 531 026 069
XD	Excédent brut d'exploitation (XC + RK)		10 117 303 850	7 571 885 067
TJ	Reprises d'amortissements, provisions et dépréciations	+	1 035 174 517	1 603 107 664
RL	Dotations aux amortissements, aux provisions pour dépréciations	-	7 327 120 061	6 912 115 843
XE	Résultat d'exploitation (XD+TJ+RL)		3 825 358 306	2 262 876 888
TK	Revenus financiers et assimilés	+	1 395 855 653	1 391 601 810
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières	+		
TM	Transferts de charges financières	+		
RM	Frais financiers et charges assimilées	-	608 942 702	549 057 103
RN	Dotations aux provisions et aux dépréciations financières	-	7 950 000	
XF	Résultat financier (Somme TK à RN)		778 962 951	842 544 707
XG	Résultat des activités ordinaires (XE+XF)		4 604 321 257	3 105 421 595
TN	Produits des cessions d'immobilisations	+	38 845 956	244 217 191
TO	Autres produits HAO	+	111 775 546	734 134 437
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations	-	321 920 457	433 168 840
RP	Autres charges HAO	-	394 945 580	88 082 551
XH	Résultats hors activités ordinaires (Somme TN à RP)		-566 244 535	457 100 237
RQ	Participation des travailleurs	-		
RS	Impôts sur le résultat	-	1 174 402 607	839 890 079
XI	Résultat net (XG+XH+RQ+RS)		2 863 674 115	2 722 631 753

N°d'identification fiscale : 0100984A

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

		Exercice 2018 (E-/R+)	Exercice 2017 (E-/R+)
ZA	TRESORERIE AU 1er Janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie Passif N-1)	-42 778 772 996	-26 584 733 756
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'autofinancement Global	+ 9 841 388 868	8 281 469 494
FB	- Actif circulant HAO	-	
FC	- Variation des stocks	1 488 204 084	1 679 846 384
FD	- Variation des créances	14 223 370 341	17 352 801 944
FE	+ Variation du passif circulant	16 351 016 628	6 053 523 006
	Variation du BF lié aux activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE)	639 442 203	-12 979 125 322
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (Somme de FA à FE)	10 480 831 071	-4 697 655 828
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
FF	- Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	40 573 334	53 489 849
FG	- Décaissements liées aux acquisitions d'immobilisation corporelles	9 303 251 118	8 070 054 614
FH	- Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations financières	669 548 829	66 226 234
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	38 845 956	42 301 189
FJ	+ Encaissement liés aux cessions d'immobilisations financières	201 916 002	201 916 002
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (Somme de FF à FJ)	-9 772 611 323	-7 945 553 506
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
FK	+ Augmentaton de capital par apports nouveau		
FL	+ Subventions d'investissement reçues		
FM	- Prélèvement sur le capital		
FN	- Dividendes versés	2 700 000 000	2 700 000 000
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (Somme de FK à FN)	-2 700 000 000	-2 700 000 000
FO	+ Empruts	+	
FP	+ Autres dettes financières	3 808 485 464	4 214 130 915
FQ	- Remboursement des emprunts et autres dettes financières	1 176 145 251	5 064 960 821
ZE	Flux de trésorerie provenant des emprunts (Somme de FO à FQ)	2 632 340 213	-850 829 906
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement (Somme de ZD+ZE)	-67 659 787	-3 550 829 906
ZG	Variation de la trésorerie nette de l'exercice (B+C+F)	640 559 961	-16 194 039 240
ZH	Trésorerie nette au 31 décembre (G+A)	-42 138 213 035	-42 778 772 996

N°d'identification fiscale : 0100984A

SITUATION DE L'ACTIF ET DU PASSIF DU BILAN (en millions de francs)

NATURE	MONTANTS		STRUCTURE		VARIATION 2018/2017	
	2018	2017	% 2018	% 2017	Val.absolue	%
Immobilisations corporelles et incorp.	34 014	30 769	16,10	15,79	3 244	10,54
Immobilisations financières	1 716	1 849	0,81	0,95	-134	-7,23
ACTIF IMMOBILISE	35 729	32 619	16,91	16,74	3 111	9,54
Stocks	16 038	14 550	7,59	7,47	1 488	10,23
Créances client Etat	46 327	38 476	21,92	19,74	7 851	20,40
Créances clients privés	79 953	76 426	37,83	39,22	3 528	4,62
Autres créances Etat (1)	18 523	15 866	8,76	8,14	2 657	16,75
dont comptes secteur (Trésorerie secteur & Surtaxes impayées)	5 399	8 084	2,55	4,15	-2 684	-33,21
Autres valeurs réalisables	7 868	7 680	3,72	3,94	188	2,45
ACTIF CIRCULANT	168 709	152 998	79,83	78,51	15 712	10,27
Disponibles	6 890	9 260	3,26	4,75	-2 369	-25,59
TOTAL ACTIF	211 329	194 876	100,00	100,00	16 453	8,44
Fonds propres	13 728	13 169	6,50	6,76	558	4,24
Provisions	6 171	6 209	2,92	3,19	-37	-0,60
Dettes financières & ressources assimilées	33 922	31 331	16,05	16,08	2 591	8,27
dont avances /consommation	27 069	24 433	12,81	12,54	2 636	10,79
CAPITAUX PERMANENTS	53 822	50 710	25,47	26,02	3 112	6,14
Dettes fiscales non exigibles	12 006	10 135	5,68	5,20	1 871	18,46
dont CDA (1)		0	0,00	0,00	0	0,00
Surtaxe à reverser (1)		0	0,00	0,00	0	0,00
Dettes fiscales exigibles	1 523	1 160	0,72	0,60	364	31,34
Fournisseurs	65 063	50 953	30,79	26,15	14 110	27,69
Autres dettes	29 886	29 880	14,14	15,33	6	0,02
PASSIF CIRCULANT	108 479	92 128	51,33	47,28	16 351	17,75
Crédit bancaire	49 029	52 038	23,20	26,70	-3 010	-5,78
PASSIF CIRCULANT & TRESO. PASSIF	157 507	144 166	74,53	73,98	13 341	9,25
BENEFICE / PERTE	2 864	2 723	1,36	1,40	141	5,18
TOTAL PASSIF GENERAL	211 329	194 876	100,00	100,00	16 453	8,44

(1) : Le solde cumulé des comptes du secteur est débiteur depuis 2017 à cause du déficit du secteur. Il a été réclassé à l'actif du bilan.



7. REGLES ET METHODES COMPTABLES DES NOTES ANNEXES

NOTES ANNEXES

Règles générales d'établissement et de présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018

Les notes annexes aux états financiers présentent les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

A. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été établis conformément aux principes comptables définis par :

- l'Acte Uniforme relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière et au Système Comptable OHADA Révisé ;
- les normes IFRS pour certains aspects spécifiques, notamment les provisions pour les avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi) depuis l'exercice clos au 31 Décembre 2005.

Le passage au nouveau référentiel comptable n'a pas eu d'incidence significative sur les soldes d'ouverture des comptes de la SODECI.

Particularités concernant certains postes

Immobilisations incorporelles

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 Décembre 2018. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

Bâtiments industriels et administratifs	20 ans
Matériel et outillage	7-10 ans
Compteurs SODECI	10 ans
Matériel de transport et agencements véhicules	3-5 ans
Engins de travaux publics	5 ans
Matériel de bureau	7-10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Mobilier des agents	10 ans
Matériels informatiques	5 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent au 31 décembre 2018 :

- le solde du prêt AFD (Assainissement) pour 605,7 millions de FCFA,
- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,
- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100 %,
 - une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupe des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1er juillet 2006,
 - une participation de 8,5 millions de FCFA représentant 17% du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés,
 - des dépôts et cautions versés pour un montant total de 886,2 millions de FCFA.

Stocks

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré.

- Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût préétabli en cours d'année. Ce coût préétabli est ajusté en fin d'exercice au coût réel de production lors de l'arrêté des comptes.
- Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2018 sont comptabilisés en marchandises en cours de route (stocks flottants) pour un montant de 3 159,7 millions de FCFA.
- Jusqu'au 31 décembre 2014 le calcul des provisions pour dépréciations était basé sur la rotation des stocks. Suivant cette méthode, les biens stockés qui n'avaient pas enregistré de sortie depuis trois ans étaient systématiquement dépréciés à 100%. Au cours du troisième trimestre 2015, la SODECLI a décidé d'affiner cette méthode. Les travaux réalisés à cet effet ont porté sur la possibilité ou non de pouvoir utiliser sur les installations et sur les réseaux d'eau potable existant les stocks dépréciés à 100%. Ces mêmes travaux ont été menés au titre de l'exercice 2018. Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est ainsi passé de 385 millions de FCFA l'exercice précédent à 446 millions de FCFA à fin décembre 2018.

Clients et comptes rattachés

Client Etat : Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué en fonction de la nature du client. Des compensations sont régulièrement effectuées. Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

Les provisions pour dépréciation des créances sur les clients sont déterminées en tenant compte de :

- la nature des abonnés (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic, ...),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,

- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des clients actifs.

Créances clients activité Eau

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part de chiffre d'affaires revenant à la SODECLI (rémunération du fermier dans le contrat d'affermage), hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) et nettes des avances sur consommations. Les clients Etat (Administration, EPN et sociétés d'Etat compensables) ne font pas l'objet de dépréciations.

- Taux de dépréciation 95% pour les créances sur les clients **privés résiliés** à plus d'un an (ménages et entreprises).
- Taux de dépréciation 80% pour les créances sur les clients **privés résiliés** au titre de l'exercice (ménages).
- Taux de dépréciation de 95% pour les créances antérieures à un an (**privés ménages actifs**).
- Taux de dépréciation de 50% pour les créances de l'année en cours lorsqu'il existe des impayés multiples sur la police du client, c'est-à-dire plus d'une facture échue (privés ménages actifs).
- Le risque de non recouvrement **des créances sur les gros clients actifs (entreprises)** est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est au vue de cette analyse que le taux de provision est déterminé.

Créances clients activité travaux

Les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% (pour les créances de plus d'un an d'ancienneté) et de 95% pour les créances douteuses.

Les consommations d'eau non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture, dénommées « eau en compteur », représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique pour la part SODECLI. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en compte la marge à l'avancement sur l'exercice clôturé.

Provisions pour risques et charges

Elles s'élèvent à 6 627 millions de FCFA et sont constituées :

- des droits acquis par le personnel pour 3 171,2 millions de FCFA au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués conformément à la norme IAS 19 (avantages du Personnel) sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,
- d'avantages liés au personnel (médailles du travail, eau des retraités) pour 839,5 millions de FCFA
- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours pour 85,5 millions de FCFA
- de divers autres risques et charges d'exploitation appréciés au cas par cas pour 2 075,2 millions de FCFA.
- des amortissements dérogatoires pratiqués sur le matériel pris en crédit-bail conformément aux dispositions de l'annexe fiscale 2017 pour 455,6 millions de FCFA

Le tableau récapitulatif de l'ensemble des provisions constituées dans les comptes de la société est présenté ci-après (en milliers de FCFA).

DESIGNATION	Provisions au 31/12/2017	Dotations aux provisions	Reclassements	Reprises de provisions	Total provisions au 31/12/2018
CREANCES CLIENTS ACTIVITE EAU	31 425 171	4 353 534	0	339 883	35 438 822
FRAIS DE RECouvreMENT CHEQUES IMPAYES	269 823	14 348	0	0	284 170
CREANCES/TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION	988 859	82 631	0	4 526	1 066 964
DEPRECIATION CREANCES EXPLOITATION EAU	32 683 853	4 450 513	0	344 410	36 789 956
CREANCES CLIENTS AUTRES ACTIVITES	755 722	66 185	0	8 662	813 245
TOTAL DEPRECIATION CLIENTS	33 439 574	4 516 698	0	353 071	37 603 201
DEPRECIATION/STOCKS	385 021	61 024	0	0	446 046
DEPRECIATION/AUTRES DEBITEURS	994 971	47 423	0	134 613	907 781
DEPRECIATION/COMPTES FINANCIERS	41 939	0	0	508	41 431
DEPRE. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	35 927	7 950	0	0	43 877
TOTAL DEPRECIATION AUTRES ACTIFS	1 457 859	116 397	0	135 121	1 439 134
TOTAL PROV. POUR DEPRECIATIONS	34 897 434	4 633 095	0	488 192	39 042 336
PERSONNEL (IFC, MEDAILLES, IFRS EAU)	4 356 372	611 059	0	956 720	4 010 711
RISQUES JURIDIQUES	67 093	34 752	0	16 430	85 415
RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION	1 785 366	351 869	0	62 025	2 075 211
AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	60 878	394 745	0	0	455 623
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES	6 269 709	1 392 425	0	1 035 175	6 626 959
TOTAL GENERAL PROVISIONS	41 167 143	6 025 520	0	1 523 367	45 669 296

Emprunts et dettes financières diverses

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme s'élèvent à 29 631,4 millions de FCFA au 31 décembre 2018 dont 27 069,2 millions de FCFA d'avances sur consommations versées par les clients, 605,7 millions de FCFA d'emprunt contracté auprès de l'AFD pour le compte de l'Etat et garantis par SODECI sur les surtaxes et 1 956,5 millions de FCFA d'emprunt à moyen terme souscrit auprès de la SGBCI pour le financement des investissements (construction et équipement d'une direction régionale et d'un secteur à la Palmeraie, réhabilitation de divers centres).

Dettes de crédit-bail et contrats assimilés

Ce poste affiche un montant de 4 290,9 millions de FCFA à fin décembre 2018 correspondant à l'inscription au passif, conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, de la dette de crédit-bail consécutive au financement obtenu de la SGBCI, de la BICICI, de la BIAO et de la SIB pour le renouvellement du matériel roulant (parc auto) affecté à l'exploitation.

B. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

Production et immobilisation des compteurs

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par le département SOCA de la SODECL, qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

Opérations liées aux contrats d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat d'affermage d'une durée de quinze ans signé le 04 octobre 2007 pour le même périmètre d'intervention que le précédent contrat d'affermage.

De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.

Immobilisations : Par application du contrat d'affermage, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Contractante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Affermante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

Dettes et créances rattachées : Conformément au contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable, les frais de fonctionnement de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service affermé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des

dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de Développement de l'Eau) facturé aux usagers.

La SODECI gère dans ses comptes ce fonds qui couvre également l'écart de rémunération du fermier lié à la révision contractuelle. Ce fonds affiche un solde comptable déficitaire de 85 661,3 millions de FCFA au 31 Décembre 2018.

De même, la surtaxe Fonds National de l'Eau (FNE), deuxième volet des taxes spéciales sur l'eau (Loi de Finances 1994), destinée au paiement des emprunts contractés par l'Etat, au financement de l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine, est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des reversements. Le solde des surtaxes encaissées à reverser s'élève à 18 373,8 millions de FCFA au 31 décembre 2018.

Conformément au contrat d'affermage du service d'assainissement, la contribution développement assainissement (CDA) est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2018, le solde de la CDA s'établit à 101,6 millions de FCFA. Compte tenu des ressources disponibles sur la contribution au titre du remboursement du prêt AFD pour un montant de 1 517,1 millions de FCFA, les ressources nettes de la contribution assainissement s'établissent à 1 618,7 millions de FCFA à fin 2018.

C. AUTRES INFORMATIONS

Informations relatives au Compte de résultat

Chiffre d'affaires eau

Par courrier daté du 14 Août 2008, le Ministère des Infrastructures Economiques a confirmé la nouvelle rémunération de SODECI fixée à 250 FCFA/m³, hors taxes, avec date d'effet au 21 février 2008. Par ailleurs, le contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine de l'eau potable prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains intrants, notamment les produits de traitement et l'électricité.

Conformément à ce courrier et en application de cette disposition contractuelle (article 48 du contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire), le montant de la révision contractuelle évalué à 13 623 millions de FCFA au titre de l'exercice 2018 a été prélevé sur le Fonds de Développement de l'Eau. Ce montant est compris dans le chiffre d'affaires eau.

Ventilation du chiffre d'affaires par activités (en MFCFA)

Désignation	2017	2018
Vente d'eau HT	54 996	57 087
Travaux	30 205	35 135
Services vendus	4 106	4 141
Produits accessoires	1 963	2 070
Chiffre d'affaires	91 270	98 433

Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration en 2018 au titre de l'exercice 2017 sont de 29 millions de FCFA.

Résultat Hors Activités Ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires (HAO) au 31 Décembre 2018 s'établit à 566,2 millions de FCFA (perte) et correspond à l'écart négatif entre :

- la perte sur les cessions d'immobilisations de 283,1 millions de FCFA,
- les produits divers HAO de 111,8 millions de FCFA (dont 94 millions de FCFA de crédit d'impôt pour création d'emplois),

- la dotation aux amortissements dérogatoires de 394,9 millions de FCFA pratiqués sur le matériel pris en crédit-bail, conformément aux dispositions de l'annexe fiscale 2017.

Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)

Les avals, cautions et garanties sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (affermage eau potable et assainissement), ainsi que lignes de crédits dont dispose la SODECI auprès des banques locales.

Engagements Reçus	Engagements Donnés
15 050	6 686

Composition du capital et filiales

Composition du capital :

ERANOVE	46,07%	Etat de Côte d'Ivoire	3,25%
FCP SODECI	6,72%		
SIDIP	4,81%	Divers privés	39,15%

Filiales :

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE et 17% (8,5 millions de FCFA) du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés respectifs.

Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du SYSCOHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

Environnement économique et social

En 2018, l'évolution de l'activité est demeurée favorable avec un taux de croissance du PIB estimé à 7,9%. Parmi les faits marquants de l'année 2018 on peut retenir :

Au plan international :

- Le gain de sept places de la Côte d'Ivoire dans le rapport Doing Business 2019 de la Banque Mondiale (139e à la 122e place) ;
- L'investiture de l'ancien Ministre ivoirien de l'industrie et des Mines au poste de Président de la Commission de la CEDEAO le 31 juillet 2018;

- L'élection de la Côte d'Ivoire comme membre du Conseil de Sécurité de l'ONU dont elle a assuré la présidence durant le mois de décembre 2018.

Au plan national :

- Les premières élections sénatoriales le 24 mars 2018;
- La sécheresse dans la zone de Bouaké qui a entraîné des manques d'eau pour les populations de mars à septembre 2018;
- Les graves inondations survenues au mois de juin 2018 à Abidjan;
- Le remaniement ministériel du mois de juillet 2018 avec la nomination de nouveaux ministres dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement.
- L'amnistie accordée par le chef de l'Etat le 6 août 2018 à 800 détenus ; geste qui a contribué à décrisper le climat politique.

Le Président de la République a annoncé que l'année 2019 verrait les actions de l'Etat en matière sociale, se renforcer principalement dans 5 domaines dont l'accès des populations à l'eau avec notamment :

- La réhabilitation de 21 000 pompes d'hydraulique rurale à travers tout le pays ;
- Le renforcement des capacités de production d'eau potable dans les principales capitales régionales dont notamment Bouaké.

Ce contexte devrait être favorable à la croissance de l'activité SODECI.

Evénements post-clôture

Néant.



SODECI s.a.

Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire

NOTRE MISSION, VOUS SERVIR



**Délivrer des services
de qualité accessibles à tous**



Siège social : AV Christiani
RCCM : CI - ABJ - 1962 - B - 984 CC N 01-00984 A
01 BP 1843 Abidjan 01
Tel. : (225) 21 23 30 00 | www.sodeci.ci



Une Société du Groupe  **eranove**





Notre mission, vous servir

Siège Social
1. avenue Christiani, Treichville, Abidjan
01 BP 1843 Abidjan 01
Tél. : +225 21 23 30 00
Courriel : sodeci@sodeci.ci